



CENTRE FOR

International and Defence Policy

MARS 2017

**SPECIAL
POLICY
REPORT**

L'extrémisme violent au Canada et dans le monde

Stéfanie von Hlatky, *Queen's University*

Nora Abdelrahman Ibrahim, *Queen's University*

Peu avant l'assermentation du président Trump, le Centre for International and Defence Policy de l'Université Queen's a tenu un atelier sur l'extrémisme violent auquel ont participé des experts de différents secteurs et disciplines. L'atelier a été organisé en partenariat avec le Ministère de la Sécurité publique du Canada, le Conseil de recherches en sciences humaines du Canada, l'ambassade des États-Unis au Canada, le groupe Cachet Hospitality, l'Institute for Intergovernmental Relations et le Centre for the Study of Democracy and Diversity de l'Université Queen's. L'objectif était de définir les défis qui se posent de plus en plus clairement en matière de lutte contre l'extrémisme violent et le terrorisme, en mettant l'accent sur les actions que le Canada devrait entreprendre sur son territoire et ailleurs dans le monde.

La discussion interdisciplinaire que l'atelier a rendue possible a permis de soulever plusieurs questions intéressantes. Les participants ont en particulier cherché à expliquer comment une mauvaise compréhension des concepts et des moyens de mesurer divers phénomènes liés à l'extrémisme violent peut être contre-productif. Pour éviter les pièges que pose le vocabulaire dans ce domaine, nous proposons donc d'analyser l'extrémisme violent comme étant une vaste gamme d'activités allant du discours haineux aux attentats terroristes. Cela nous permet de mieux définir la vaste portée de l'extrémisme violent ainsi que de faire une analyse neutre, sur le plan idéologique, des divers types d'actions qui y sont liés: autrement dit, on peut ainsi associer différents individus

et groupes à l'extrémisme violent sur la base de leur rhétorique et de leurs actions plutôt qu'en s'appuyant sur des identificateurs de nature idéologique, par exemple.

Sur la base de cette proposition, il est clair que le gouvernement canadien devrait travailler à modifier le discours qui entoure l'extrémisme violent, puisque le discours dominant contribue actuellement à produire de fausses perceptions dans ce domaine et à cibler injustement certaines communautés. Or, un langage qui crée de la division accroît l'inquiétude au sein de la population, tout comme une couverture médiatique continue des attentats terroristes qui se produisent dans le monde amplifie la perception de l'omniprésence des menaces liées à l'extrémisme violent. Le faible nombre d'actes terroristes qui ont été perpétrés en Occident a en effet marqué de façon disproportionnée le discours public, ce qui a entraîné une augmentation constante des budgets consacrés à la sécurité intérieure ainsi que le financement des organismes de renseignement, sans que cela n'ait de véritables effets sur les tendances que l'on observe dans le monde en matière d'extrémisme violent: autrement dit, comme le souligne le politologue Frank Harvey, nous sommes actuellement enfermés dans un dilemme de sécurité intérieure (Harvey, 2008). Par ailleurs, le discours dominant a également contribué à définir la communauté musulmane comme étant la principale cible que devraient viser les politiques de lutte contre l'extrémisme violent (LEV); prendre ainsi pour cible la communauté musulmane, comme le font les



CENTRE FOR

International and Defence Policy

SPECIAL POLICY REPORT

MARS 2017

médias et les autorités, risque tout simplement de creuser davantage le fossé d'incompréhension entre les musulmans et les non-musulmans.

L'attentat mortel qui a été commis à la [mosquée de Québec](#) le 29 janvier dernier, par exemple, a mis ces questions en évidence: quelques jours plus tard, le [The Globe and Mail](#) a parlé d'une hausse soudaine des crimes haineux contre les musulmans au Québec. Aux États-Unis, le décret présidentiel qui, sur la base d'arguments liés à la sécurité intérieure, visait à suspendre les visas des ressortissants de six pays à majorité musulmane (Iran, Somalie, Yémen, Syrie, Soudan et Libye) a eu le même effet, puisque considérer les citoyens de ces pays comme des sources de menaces terroristes potentielles alimente la rhétorique antimusulmane (Nowrasteh, 2017). Pourtant, ce décret (actuellement contesté devant les tribunaux) ne s'appuie sur aucun fait démontré: en effet, depuis le 11 septembre 2001, aucune attaque terroriste n'a été commise aux États-Unis par des ressortissants des six pays visés. Ces discours pernicieux ont cependant trouvé des échos partout dans le monde, et entre autres en Europe, où des chefs de partis d'extrême droite ont repris à leur compte la stratégie de Donald Trump.

Comment alors contrer ces argumentaires contreproductifs? Il faut pour cela des efforts plus concertés de la part des médias et des politiciens, qui sont souvent les 'premiers répondants' quand il s'agit d'orienter l'attitude à adopter face aux actes d'extrémisme violent. Mettre en place de meilleures pratiques pour assurer une couverture plus appropriée des attentats terroristes est donc particulièrement urgent. Ces pratiques doivent être le résultat du travail de plusieurs

intervenants, c'est-à-dire des décideurs politiques et des responsables de la sécurité et du renseignement ainsi que de la communauté des chercheurs et des organisations de la société civile. Et soulignons qu'en cette matière de tout petits changements peuvent avoir des effets considérables: cesser d'utiliser un jargon qui contribue à décourager et à démobiliser les citoyens, par exemple, et le remplacer par des termes clairs, est important, surtout dans le cas des communautés qui sont déjà critiques face aux mesures adoptées par le gouvernement en matière de LEV.

THE GLOBE AND MAIL

February 1, 2017

Arrest made after hate crimes spike following Quebec mosque attack

By LES PERREAUX and COLIN FREEZE

Police in Quebec have made an arrest amid a spike in Islamophobic hate speech after a massacre inside a mosque in the province's capital.

Nous devons également cesser d'avoir recours uniquement à une approche axée d'abord et avant tout sur la sécurité, comme c'est le cas actuellement avec les mesures de LEV, et examiner la possibilité d'adopter des modèles d'intervention semblables à ceux qui sont utilisés en santé publique. Dans ce domaine, on a par exemple lancé de vastes campagnes pour sensibiliser le public aux risques associés au tabagisme et à la conduite en état d'ébriété, en s'appuyant sur des recherches sérieuses et en faisant des

évaluations approfondies du contenu et du style des messages. Par la suite, des études ont clairement démontré les résultats que cela a permis d'obtenir: le tabagisme et le nombre de conducteurs en état d'ébriété ont diminué en Amérique du Nord. Appliquer cette approche à la question de l'extrémisme violent impliquerait de redessiner les limites qui circonscrivent ce que les Canadiens considèrent comme de l'extrémisme violent, afin de contrer des stéréotypes et de promouvoir une meilleure compréhension entre les cultures. Les façons de réagir à l'extrémisme violent qui en découleraient, plutôt que de se limiter à la seule question de la sécurité, seraient alors plus globales et s'inscriraient plus clairement dans les intérêts de la société tout entière (Weine *et al.*, 2016).



SCHOOL OF
POLICY STUDIES



Centre for International and Defence Policy
Robert Sutherland Hall, Suite 403
(613) 533-2381 | cidp@queensu.ca



CENTRE FOR

International and Defence Policy

MARS 2017

SPECIAL POLICY REPORT

Nous recommandons donc qu'une large campagne publique soit organisée pour sensibiliser les citoyens au fait que les immigrants et les réfugiés ont beaucoup contribué à notre société et qu'ils le font encore aujourd'hui, ce qui mettrait en valeur l'importance de la diversité des cultures au lieu de stigmatiser certaines communautés. Cela pourrait se faire grâce à des partenariats public-privé, surtout que le secteur privé constitue actuellement une ressource largement inexploitée sur ce plan (Rosand *et al*, 2016). Or, le secteur privé possède un avantage en cette matière, puisque, grâce à la publicité et à divers outils de marketing, il peut communiquer à des publics très variés des messages bien choisis; des entreprises comme Coca Cola et Airbnb ont d'ailleurs déjà ainsi associé à leur marque des messages qui faisaient la promotion de la diversité et de la tolérance.

En plus de ces partenariats avec le secteur privé, les gouvernements municipaux, provinciaux et fédéral, devrait continuer de collaborer avec des intervenants concernés par la question, de même qu'avec la communauté des chercheurs et la société civile; il devrait alors jouer un rôle de facilitateur, puisque ces acteurs peuvent avoir une grande influence au niveau local. Pour cela, il faudrait augmenter le financement et le soutien accordé aux acteurs de la société civile impliqués dans la lutte contre tous les types d'extrémisme violent. Pour que les citoyens adhèrent à un point de vue et aux mesures qu'il implique, il faut qu'ils aient confiance dans les gens qui les mettent de l'avant; or, la force des réseaux créés dans la société civile peut contribuer à construire cette confiance à long terme et à améliorer ainsi la collaboration et la coordination entre les divers secteurs et les niveaux de gouvernement.

Pour ce qui est des mesures de LEV en tant que telles, le gouvernement fédéral devrait s'assurer que la stratégie nationale est équilibrée et s'harmonise avec les

différentes phases du cycle de LEV. Par exemple, on constate actuellement que, si beaucoup d'attention a été portée à la prévention, les phases d'intervention et de réadaptation sont négligées et sous-financées. De plus, l'évaluation, qui pose problème dans le cas de nombreuses mesures gouvernementales, est particulièrement cruciale dans le domaine de la LEV. Évaluer de façon régulière les mesures mises en place ainsi que leurs impacts permettrait d'obtenir les données probantes nécessaires à l'amélioration des programmes.

Cette évaluation devrait se faire selon les principes suivants.

- **Se faire à deux niveaux** Au premier niveau, il faudrait utiliser un ensemble d'indicateurs de base pour les comparaisons entre différentes façons de faire et servir d'outils dans le processus d'évaluation. Au deuxième, on devrait avoir recours à des indicateurs spécifiques liés à différents contextes (des indicateurs axés sur les besoins, behavioristes et sociaux) et qui sont idéologiquement neutres; il faut aussi éviter d'utiliser des indicateurs de nature démographique et typologique.
- **Comporter plusieurs niveaux d'analyse** Cela est nécessaire pour que les différents intervenants aient accès aux types d'informations et de données dont ils ont besoin, et pour permettre une évaluation plus rigoureuse des différents aspects des mesures mises en place.
- **Se faire à différents moments** Il faudrait faire des évaluations à court terme, pour que l'on puisse s'adapter aux tendances de l'extrémisme violent qui évoluent rapidement, et à long terme, pour pouvoir mesurer les résultats et définir les meilleures pratiques sur lesquelles s'appuieront de nouvelles mesures.

Enfin, pour améliorer la coordination et la coopération entre les divers organismes gouvernementaux, nous



CENTRE FOR

International and Defence Policy

SPECIAL POLICY REPORT

MARS 2017

suggérons de donner un rôle accru au comité du cabinet chargé de la sécurité publique, qui pourrait ainsi surveiller l'ensemble des projets sur les questions d'extrémisme violent proposés ou réalisés par les divers intervenants et organismes gouvernementaux. Ce comité pourrait faciliter la collecte et l'utilisation de données dont ont besoin les différents organismes concernés et ainsi simplifier le processus de conception et de mise en place de mesures en rendant le gouvernement canadien plus réactif aux tendances qu'adopte l'extrémisme violent.

Références

Gould, Kevin. "Shooting at a Quebec City Mosque, Multiple Dead." *CTV News*, 30 janvier 2017.
<http://montreal.ctvnews.ca/shooting-at-a-quebec-city-mosque-multiple-dead-1.3262477>.

Harvey, Frank P. "The Homeland Security Dilemma: Imagination, Failure and the Escalating Costs of Perfecting Security." *Canadian Journal of Political Science* 40, no. 02 (2007): 283-316.

Nowrasteh, Alex. "Little National Security Benefit to Trump's Executive Order on Immigration." *CATO At Liberty: CATO Institute*. January 2017.

<https://www.cato.org/blog/little-national-security-benefit-trumps-executive-order-immigration>.

Perreux, Les et Colin Freeze. "Arrest Made After Hate Crimes Spike Following Quebec Mosque Attack". *The Globe and Mail*, 2 février 2, 2017.

<http://www.theglobeandmail.com/news/national/police-report-rise-in-hate-crimes-after-quebec-city-mosque-attack/article33856702/>

Rosand, Eric et Alistair Millar. "How the Private Sector Can Be Harnessed to Stop Violent Extremism." *Brookings Institute*. 8 février 2017.

<https://www.brookings.edu/blog/order-from-chaos/2017/01/31/how-the-private-sector-can-be-harnessed-to-stop-violent-extremism/>

Weine, Stevan, David P. Eisenman, Janni Kinsler, Deborah C. Glik, et Chloe Polutnik. "Addressing Violent Extremism as Public Health Policy and Practice." *Behavioral Sciences of Terrorism and Political Aggression* (2016): 1-14.

L'atelier sur l'extrémisme violent a reçu l'appui des partenaires suivants :



CENTRE FOR THE
STUDY OF
DEMOCRACY &
DIVERSITY



Social Sciences and Humanities
Research Council of Canada

C
CACHET
HOSPITALITY GROUP



Public Safety
Canada

Sécurité publique
Canada

Conseil de recherches en
sciences humaines du Canada

Canada



SCHOOL OF
POLICY STUDIES



Centre for International and Defence Policy
Robert Sutherland Hall, Suite 403
(613) 533-2381 | cidp@queensu.ca